

ECHO-*flash*

Journal d'Information des Militants CGT de l'Allier

n°280- sept./oct.2018

INDECOSA :
Rôle et objectifs
Pages 4 et 5

VIE DÉPARTEMENTALE :
Les luttes et la vie syndicale
Pages 6 et 7

FONCTION PUBLIQUE :
Les élections dans le vif
du sujet
Page 8 et page 11

9 OCTOBRE :

2500 EN ALLIER





Assembler les forces pour empêcher les reculs

Tout le monde connaît la Sécu et personne n'ignore qu'elle est en danger, mais pourquoi ?

Construite après la seconde guerre mondiale par Ambroise Croizat et la CGT, la voici mise à mal par l'Etat qui détricote le système de Protection Sociale que le monde entier envie à la France.

Notre premier acquis social est mis à mal car les droits à la Protection Sociale ne sont plus accessibles à grand nombre de français. Seulement 2,8 millions de chômeurs perçoivent des indemnités sur 4,5 millions de sans emploi. 8 millions de salariés sont pauvres dont 75 % de moins de 25 ans. 3,6 millions de personnes sont mal logées dont 600 000 enfants...

On peut évoquer le renoncement aux soins, la baisse du pouvoir d'achat des retraités...

Il est important de se mobiliser pour une Sécurité Sociale pour tous en défendant son principe de solidarité car elle permet de réduire les inégalités, de se soigner et de vivre décemment.

Depuis des années, l'Etat programme des baisses de cotisations sociales, sorte de cadeaux aux employeurs, destinées à diminuer, comme ils disent, le coût du travail. Anciennement compensées, c'est désormais terminé : la Sécu va passer à la caisse. La révolution discrète est préparée par le gouvernement dans son projet de budget 2019 : sortie des arrêts de courte durée des prestations de Sécu, revalorisation plafonnées des aides au logement sur les deux prochaines années, création d'une agence unique de recouvrement (URSSAF et impôts) permettant de puiser dans les fonds dédiés à la Sécu, suppression de la compensation par l'Etat des allègements de cotisations qui resteront donc à la charge de la Sécu, glissement du système solidaire des retraites par répartition en créant un système à points.

Ce gouvernement vise l'individualisme, met en péril la Protection Sociale et son pilier fondateur la Sécurité Sociale

La Sécu est en danger et ce sont nos emplois, nos conditions de travail ainsi que le service rendu aux assurés qui sont menacés. Ne nous laissons pas entrainer vers un système américain où les assurances privées laisseront de côté les plus démunis.

Luttons ensemble avant que la justice sociale ne soit plus ! Protégeons notre système de Protection Sociale qui nous accompagne à chaque étape de notre vie.

Alexia Mambié, membre de la CE de l'UD

Sommaire

- UNE :** Photo propriété UD
- P2 :** Editorial
- P3 :** Assemblée Générale de rentrée
- P4 et 5 :** Indecosa
- P6 et 7 :** Brèves luttes
- P8 :** -Elections
-Fonction Publique
- P9 :** Préparation 52^{ème} congrès
- P10 :** Pub
- P11 :** Interview
- P12 :** -Fête champêtre USR
-Pub

Editeur : Union Départementale des Syndicats CGT de l'Allier
8 bis quai Louis Blanc - 03100 MONTLUÇON
Laurent Indrusiak - Directeur de Publication
Jean Pascal Pradel - Responsable de rédaction
Site internet : www.cgt03.fr - Prix : 1 € 30 - C.P.P.A.P. 0414 S 06639
Impression : BUBBLE'COM - 03100 Montluçon

Le revendicatif en ligne de mire

L'AG de rentrée, cette année, s'est tenue le 6 septembre à Tronget. Nous avons donc décidé de tenir notre AG dans le périmètre départemental conformément à nos décisions. Effectivement, depuis maintenant plusieurs années, nous organisons une année sur deux, une AG par Unions Locales et l'année d'après une AG à l'échelon départemental. Pour 2018, c'était le tour du département. Un bon cru tant quantitatif que qualitatif.

Débat général

L'introduction sur l'actualité a permis de faire un point le plus exhaustif possible, invitant ainsi les participants à ne pas rester dans le constat ou à être des commentateurs de l'actualité, mais à réfléchir ensemble sur comment conduire notre action dans le contexte que nous connaissons. Le débat a insisté sur le fait qu'il ne fallait pas perdre de temps sur l'heure des manif ou le lieu mais plutôt consacrer l'essentiel de la réflexion sur les capacités à développer pour assurer le succès de nos mobilisations.

Ainsi, pour le 9 octobre, il nous faut répondre à : que fait-on, comment et quand ? Quelles formes d'actions ?

Participation : 88 participants, (23 retraités, 65 actifs), 40 syndicats (18 fonctions publiques, 22 privés).

Etat des lieux, état d'esprit

Mais comme souvent, il apparaît difficile dans les interventions de dépasser les seuls constats. Certains camarades doutent de la possibilité de fortes mobilisations. Pour eux, il est difficile de mener de front les luttes dans les entreprises et les mobilisations interpro. Pour autant, les militants présents au quotidien se battent sur leur lieu de travail. Ce qui est souvent plus difficile, c'est de véritablement avoir un plan de travail construit avec les salariés.

Dans la population, chez les salariés, autour de nous, il y a souvent 2 tendances : une partie semble résignée et ne pas croire en la possibilité de mobiliser, une autre partie souhaite des actions plus fortes sans pour autant formuler des pistes précises.

A été reformulé (comme dans presque toutes nos réunions), le problème de la

multiplication des dates de mobilisations professionnelles.

Les représentants de l'UD ont beaucoup insisté sur la nécessité de construire un plan de travail bien en amont des journées d'actions, rappelant que la manifestation ne peut pas être la seule initiative proposée aux salariés dans les entreprises ou les services.

Préparation du 9 oct.

- Répartition des syndicats sur les membres de la CE UD : appels téléphoniques à tous les syndicats du département pour préparer la journée d'action ;
- Inciter à la tenue d'AG dans les entreprises et décider d'actions en interne avant la manifestation ;
- Mettre à disposition 3 tracts pour une distribution par semaine jusqu'au 9 octobre : tract local, tract confédéral + FD, tract unitaire.

Au niveau de l'interpro, tenir au moins une journée de déploiement par semaine.

Actions ponctuelles : au niveau local, nous avons réfléchi sur des formes d'actions qui sortent de l'ordinaire, il a été décidé de mener des actions un peu différentes en ciblant des entreprises ou des collectivités en leur remettant des diplômes ou premiers

prix. Quelques exemples : premier prix « Benalla » adressé aux maires de communes qui s'affranchissent de quelques règles (ex : mairie de Montluçon), le premier prix « Ikea » (ex : clinique St François pour la mise au placard de la secrétaire du CE), autre exemple, premier prix « meilleur recruteur pour la CGT malgré lui », remis à un responsable de la CPAM qui par son comportement a poussé des salariés à se syndiquer.

Les débats se sont tenus dans une ambiance détendue et fraternelle, les participants ont majoritairement validé la démarche et notre plan de travail.

Objectif de cette rentrée, réussir le 9 octobre pour en faire un point d'ancrage fort pour les mobilisations à venir.

Laurent Indrusiak

Intersyndicale : 10 sept.

La délégation de l'UD a obtenu mandat pour des manifestations à 14h30/15h00 permettant des actions dans les entreprises dès le matin : AG, rassemblements, etc...



Propriété Regard-Actu

INDECOSA03

Créée par la CGT en 1979, et reconnue par l'état.

Vous avez besoin d'une association de consommateurs ?

L'INDECOSA peut vous aider !

INformation **DE**fense des **CO**nsommateurs **SA**lariés (avec ou sans emploi)

INDECOSA, c'est quoi ?

- Une association des consommateurs salariés créée par la CGT.

INDECOSA, c'est pour qui ?

14 juin à Moulins

- Pour tous les adhérents de la CGT ayant acquitté leurs cotisations.
- Pour tous les autres salariés ayant adhéré à l'association INDECOSA CGT 03.

INDECOSA, c'est pour quoi faire ?

- Informer les consommateurs et usagers salariés (avec ou sans emploi, actifs ou retraités).
- Agir pour leur protection et la défense de leurs droits individuels et collectifs.
- Intervenir sur de multiples questions telles que : consommation, environnement, cadre de vie, logement, santé, transport, prix, assurances, achat de biens de consommation, banque, crédit, démarchage à domicile, enseignement, jeux, loterie, justice, vacances, rapports avec les services publics...etc.....

**Venez rencontrer nos militants Locaux
qui vous aiderons**

A L'UD de MONTLUÇON

8 bis Ouai Louis Blanc 03100 Montluçon
Tél: 04-70-28-07-78 * Mail: indecosa@cgt03.fr

A L'UL de MOULINS

Centre associatif 93 route de Paris 03000 Moulins
Tél: 04-70-44-11-70 * Mail: ulcgtmoulins@wanadoo.fr

A L'UL de VICHY

Boulevard de la Mutualité 03200 Vichy
Tél: 04-70-97-15-50 * Mail: ul.cgtvichy@sfr.fr

**INDECOSA-CGT,
C'est aussi 280 points d'accueil dans les
principales villes**

L'association nationale

Vous trouverez nos publications les plus importantes, nos communiqués, nos expressions, nos guides, nos travaux... Sur notre site web:

Vous pouvez nous écrire
263 rue de Paris 93516 Montreuil Cedex

tél: 01-55-82-84-06
fax: 01-48-18-84-82
mail: indecosa@cgt.fr

www.indecosa.cgt.fr

INDECOSA, KESACO ?



Cela fait maintenant plusieurs années qu'INDECOSA est situé dans les murs de l'Union Départementale, mais connaissons-nous, tous, vraiment ce qu'est la raison d'être de l'association ? Philippe Duboisset et Colette Pouenat, qui tiennent les permanences, nous apportent les précisions nécessaires.

Echo-Flash : *En premier lieu, pouvez-vous nous en dire un peu plus sur le rôle d'INDECOSA, sur sa raison d'être ?*

Philippe Duboisset : L'INDECOSA-CGT est une association des consommateurs salariés créée par la CGT en 1979 reconnue et agréée par l'Etat.

Elle s'inscrit dans une double démarche : d'une part, la défense individuelle des consommateurs salariés, avec 240 points d'accueil, 40.000 contacts et plus de 9.000 dossiers traités pour l'année 2017.

D'autre part, la défense collective avec des actions dans les territoires sur l'ensemble des domaines de la consommation. En complémentarité avec les repères revendicatifs de la CGT, INDECOSA-CGT porte les revendications de la consommation.

Aujourd'hui, l'association INDECOSA-CGT obtient la reconnaissance spécifique, plus généralement appelée « Super agrément ». Ce nouveau statut permet de rentrer au bureau du CNC (Conseil National de la Consommation).

INDECOSA-CGT est aussi engagé dans la campagne des élections d'administrateurs représentants les locataires au sein des conseils d'administration des bailleurs sociaux qui auront lieu en novembre/décembre 2018 avec près d'une centaine de listes dans plusieurs départements. L'Allier sera de la partie aux prochaines élections.

INDECOSA-CGT prend toute sa place

auprès des salariés consommateurs et dans toutes les instances de concertation pour défendre un consumérisme qui a des implications sur la formation des prix, les salaires et conditions de travail, l'environnement et le développement durable et la sécurité, notamment la sécurité alimentaire.

EF : *Quelles sont les sollicitations que vous recevez habituellement à la permanence ? Quelles sont leur nature ?*

D.P : Puisqu'on en parle, je rappelle que le jour de notre permanence a changé, elle est effective désormais les lundis de 9h00 à 18h00.

Nous recevons toute sorte de sollicitations dans des domaines divers et variés tel que la téléphonie, les services EDF-GDF, services après-vente, réparations auto, optique, etc. ...

Nous prenons en charge des dossiers qui ont trait à l'accès pour tous aux droits fondamentaux : santé, logement, énergie, transport, éducation, culture, loisirs... qui légitiment l'existence et l'efficacité des services publics.

EF : *Y-a-t-il un ou deux dossiers avec une traduction heureuse pour lesquels la contribution d'INDECOSA a été salutaire ?*

Colette Pouenat : Un dossier concernant une réparation de scooter avec

facturation abusive et encore et toujours en panne, nous avons demandé à la plaignante d'aller récupérer les factures afférentes aux derniers travaux chez le concessionnaire pour qu'on puisse analyser le problème.

Sachant qu'INDECOSA CGT allait enquêter, le concessionnaire a tout de suite mis en conformité de marche le scooter gratuitement et avec le sourire. Malheureusement, INDECOSA CGT ne fait pas peur à tout le monde !!!...

Pour la majeure partie des litiges et pour un en particulier, l'analyse de la situation est primordiale. En mettant le doigt sur une faille dans leurs conditions générales, sur un vice de forme, en ayant une interprétation différente de leurs conclusions, nous pouvons faire évoluer voire annuler le problème du plaignant.

Notre devoir est aussi d'être à l'écoute, d'être attentif devant la désespérance de certaines personnes qui arrivent avec le moral dans les chaussettes. Notre compréhension, nos explications et quoiqu'il arrive l'assurance que nous allons faire quelque chose leur redonne le sourire. L'émotion passée, on peut lire sur leurs lèvres un grand MERCI.

Propos recueillis par J-P Pradel

EN OCTOBRE, CHAMPIGNONS OBLIGENT, COUP D'ACCÉLÉRATEUR POUR LES LUTTES !

Le 09 octobre, ensemble, à la conquête d'un autre avenir



Journée d'action de grèves et de mobilisations interprofessionnelle nationale à l'appel de la CGT, FO, Solidaires, la FIDL, l'UNEF et l'UNL, parallèlement à la journée de mobilisations et de manifestations initialement déterminée par 8 organisations de retraités.

Dans l'Allier, à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et de Solidaires, 3 manifestations sont organisées simultanément à Montluçon, Moulins et Vichy à 14h30.

Des appels à la grève ont été recensés chez les Cheminots, dans l'Energie, chez MANITOWOC, à la CPAM Allier, chez BOUCHARA RECORDATI, Moulins Mobilité, les Finances Publiques, les Centres Hospitaliers de Montluçon, Moulins-Yzeure et Vichy, au Conseil Régional AURA, à Valmont France, à l'Hôpital Privé St François de Montluçon, dans les EHPAD de Gannat et Cusset, chez les Territoriaux de Cosne d'Allier, à ADISSEO, à l'Education Nationale, à la SAGEM, au SIVOM d'Huriel, à SADILEK, chez AMIS, au Sictom de Domérat, chez MORIA, à ERASTEEL....

Avec près de 2500 manifestants dans l'Allier (1200 à Montluçon, 650 à Vichy et 700 à Moulins), ce retour automnal à l'action interprofessionnelle a connu un vrai succès qui ne doit malgré tout pas masquer les difficultés objectives qui nous font face : il faudra mobiliser plus largement et l'ensemble de nos syndicats si nous voulons suffisamment peser pour inverser le rapport de force en faveur des salariés.

Ces premiers 300 000 manifestants recensés sur le plan national sont un encouragement pour de futures étapes à construire, notamment sur la réforme des retraites annoncée.

Bureau des douanes de Moulins

Quatrième victoire de la CGT contre la fermeture du bureau des douanes de Moulins, sans même une décision du Tribunal Administratif ni du Conseil d'Etat tant les décisions antérieures font dorénavant jurisprudence, obligeant le Directeur Général à signer, le 19 juin 2018, l'arrêté portant abrogation de la fermeture du bureau de Moulins, prévu par arrêté en date du 15 février 2018.

Les camarades CGT restent vigilants, en attente de résultats d'autres procédures engagées auprès du Tribunal Administratif, conscients que l'Administration reviendra à la charge avec l'aide de syndicats d'accompagnement pour fermer ce bureau.

La CGT s'est lancée, seule, dans des dizaines de procédures de recours auprès de la juridiction administrative. Si elle n'a pas toujours gagné, elle a contraint l'Administration à respecter le droit et ses propres procédures : ce qui est loin d'être négligeable.

La lutte paie. Il faut la mener.

Rassemblements des 18 et 21 septembre devant les Directions de SNCF Réseau et SNCF Mobilités à Lyon Part dieu



Environ 200 participants, venus de la région AURA, mobilisés à chacune de ces deux dates pour soutenir nos camarades Julien Cabanne, Hervé Gonthier et Sébastien Claire : 3 cheminots moulinois, responsables CGT Cheminots (ça va de soi), traduits en conseil de discipline suite au conflit sur la Réforme du Ferroviaire, engagée depuis le printemps dernier.

Forts du soutien de ceux restés dehors, au pied des immeubles des directions SNCF, nos camarades, sans surprise, ont vu, même en tenant compte du vote « contre » des délégués du personnel, les propositions de sanctions validées par les cadres supérieurs. La décision finale revenant au Directeur Régional qui validera, sans doute, les jours de mise à pied proposés et le Dernier Avertissement avant révocation pour nos 3 camarades. Très touchés par les valeurs de solidarité et de fraternité de la CGT exprimées à travers ces rassemblements,



Soutiens

- Le 9 octobre matin : rassemblement devant la Clinique St-François en soutien à Caroline Maiga, secrétaire CGT victime de pressions incessantes par son employeur.
- Le syndicat départemental CGT des aides à domicile de

l'Allier ont réalisé un tract et une pétition de soutien s'adressant aux familles et à la population.

En préparation :

- Rassemblement devant le Conseil Départemental le 29 octobre 2018 en soutien à BVAD, placée en procédure de sauvegarde.

nos 3 camarades l'assurent : ils seront encore là dans les luttes à venir pour défendre et développer, notamment, un service public SNCF de qualité aussi bien pour les voyageurs que pour le transport de marchandises.

Assemblée Générale de la CGT des organismes sociaux de l'Allier le 4 octobre 2018 à Moulins.



Formation de trésorier

Lundi 24 septembre 2018 : première journée de formation consacrée à la trésorerie de nos syndicats. Un module sur une journée, a été conçu et réalisé par l'équipe en charge de la formation syndicale au sein de l'UD, à partir d'éléments de « La Formation CGT » au niveau confédéral, des expériences des uns et des autres et des demandes recensées au sein de nos syndicats.

besoins des trésoriers dans nos syndicats.

Gisèle Bascoulergue

17 participants pour cette première édition, venus chercher des compléments d'informations et de pratiques pour les uns et, pour d'autres, des bases pour mieux appréhender leur mandat de trésorier.

Une formation qui délivre des éléments sur la manière de tenir les

AGENDA

En prévision et si cette proposition est adoptée par la CE, organisation d'un Comité Général de l'UD avant la fin 2018.

Calendrier des CE de l'UD CGT 03 :
Jeudi 08 novembre 2018, l'après-midi, à Montluçon

Jeudi 13 décembre 2018 à Vichy
Calendrier des Bureaux de l'UD CGT 03 :

Jeudi 18 octobre 2018
Jeudi 06 décembre 2018

Calendrier des formations du dernier trimestre 2018 :

⇒ Du 15 au 19 octobre 2018, formation de « Formateur » dans les locaux de l'UL Moulins

⇒ Lundi 22 octobre 2018, « Outils du trésorier » à l'UD

⇒ Les 24 et 25 octobre 2018, « Initiation au droit » à l'UL Montluçon

⇒ Du 12 au 16 novembre 2018, stage « Niveau 1 » à l'UL Moulins

⇒ Jeudi 22 novembre 2018, « Protocole d'accord préélectoral CSE » à l'UD

⇒ Du 26 au 30 novembre 2018, stage « Niveau 2 » - 1^{ère} partie - à l'UD

⇒ Lundi 10 décembre 2018, « Histoire du syndicalisme » à l'UL Moulins

⇒ Mardi 11 décembre 2018, « Journée FANS » à l'UL Moulins

⇒ Du 17 au 21 décembre 2018, stage « Niveau 1 » à l'UL Montluçon.

Le 23 octobre 2018 :

Réunion publique dans les locaux de l'UL de Vichy organisée par les aides à domicile CGT de l'Allier (à 19h00).

Du 16 au 22 novembre 2018 :

Elections chez les cheminots des représentants du personnel dans les CSE.

Le 27 novembre 2018 :

journée festive organisée par l'Union Syndicale des Retraités CGT de l'Allier à Tronget.

6 décembre 2018 :

Élections dans les trois versants de la Fonction Publique.

04 octobre 2019 : Congrès de l'Union Locale CGT de Moulins.

Tous dans la rue avec la CGT !

Les candidatures, ça avance !

Une nouvelle fois, le collectif « élections fonction publique » s'est réuni le vendredi 5 octobre dans les locaux de l'Union Départementale. Les militants présents, territoriaux, hospitaliers, douane... ont fait le point d'étape de la préparation du scrutin du 6 décembre prochain avec un accent plus particulier sur la recherche des candidatures CGT.

Un point sur le matériel électoral

Il y a la distribution dans les collectivités territoriales, les hôpitaux et les EHPAD où nous avons bien cerné le département. Un collage d'affiches a été effectué en juillet dans la montagne bourbonnaise, et dès la rentrée, avec l'appui des Unions Locales, nous avons attaqué la distribution dans les collectivités, les écoles, etc... Nous avons tous remarqué un bon accueil des salariés dans les collectivités ou les établissements hospitaliers. Nous avons salué la réalisation du matériel de la fonction publique territoriale, celui de la confédération. Cependant, les engagements de la santé n'ont toujours pas été respectés et les inquiétudes persistent quant à la livraison par la fédération du matériel électoral attendu.

Le montage des listes et la recherche des candidats

La recherche de candidatures semble beaucoup plus compliquée que lors de la dernière élection. Pour la santé, 762 candidats à trouver dans le département pour l'ensemble des scrutins et sur un total de 27 sites ou établissements. Il y aura des listes complètes mais pas partout. Pour la territoriale, pour les collectivités qui ont leur propre Comité Technique, on devrait présenter des listes complètes. Il faut noter que dans le département, nous avons trois collectivités qui ne sont pas affiliées au centre de gestion : Montluçon, Vichy et Vichy communauté. Ces camarades travaillent pour le montage de leur liste. Pour le centre

de gestion, la liste sera complète sur le Comité Technique. C'est notre priorité car c'est le CT qui donne le droit syndical pour toute la durée du mandat. Pour les CAP, la catégorie C sera complète ainsi que la B. Reste les difficultés en catégorie A (chez les directeurs et attachés de direction).

Dans le département, doivent être créés la CCP (Commission Consultative Paritaire) tant dans la fonction publique territoriale que dans l'hospitalière. Ces commissions nouvellement créées concernent les agents non titulaires de droit public. Pour le département il est très difficile de demander à des agents non titulaires, qui craignent pour la pérennité de leurs postes, de s'afficher comme candidats auprès d'une organisation syndicale. Crainte des représailles oblige. La même difficulté se retrouve sur le plan national. Cet aspect, auquel s'ajoute les règles de proportionnalité dans le respect de présentation des candidats Femmes/Hommes, complexifie le montage de nos listes d'où l'urgence, pour les années à venir, de faire de la syndicalisation et créer de nouvelles bases.

Donner à la campagne un élan de proximité.

Nous avons décidé aussi d'organiser une rencontre départementale de tous les candidats CGT des trois versants de la fonction publique pour réaliser une photo et une conférence de presse qui

Je sors par tous les temps et en toute saison
et on dit que je suis fainéante !

VOUS TROUVEZ ÇA NORMAL ?



fédération
des services
publics
la
cgt

FIER-E-S
D'ÊTRE
FONCTIONNAIRES!

www.cgtservicespublics.fr

facebook.com/cgtservicespublics



aura lieu le lundi 12 novembre 2018 à Tronget. Le collectif de l'UD propose de se renseigner sur le coût de spots radio à faire deviser par les radios locales bien sûr. La réalisation de grandes affiches quatre mètres sur trois réservées à l'entrée des grandes agglomérations est aussi à l'étude.

Des prochains déploiements sur les quatre UL sont programmés, le but est de passer partout au moins une fois et dans les collectivités un peu plus grosses 2 fois voire plus. N'oublions pas que ces élections sont importantes pour toute la CGT. Le coup de main de camarades du privé est non seulement souhaité mais également nécessaire.

Christian Kwasniewski

Le 2^e congrès de la CGT en ligne de mire !

Le prochain congrès de la CGT se tiendra du 13 au 17 mai 2019 à Dijon. Ce congrès doit être un moment important permettant de faire le bilan du mandat écoulé mais surtout de définir le cap pour les prochaines années. Le congrès de la CGT (de la confédération) n'est pas le congrès d'une direction sortante, pas celui des Fédérations ou des UD et UL mais bien le congrès des syndicats. Il est important de préciser cela pour bien mesurer que c'est à ce niveau que cela se prépare.

Le débat inscrit dans les gènes

Moment important où les syndicats sont invités à prendre la parole, donner leurs avis, échanger, partager sur les expériences vécues dans les entreprises. Pour cela, 1 000 délégués venus de toute la France et représentant tous les syndicats et tous les syndiqués de la CGT seront réunis durant une semaine à Dijon.

Avec l'ambition que le plus grand nombre de nos adhérents participe à la préparation du 52^{ème} congrès de la CGT et contribue à fixer nos orientations et nos résolutions pour les années à venir. En ce sens, le rôle des délégués est essentiel.

Lorsque les délégué(e)s seront connus, il leur faudra participer dans les syndicats qui les ont mandatés aux débats préparatoires au congrès. Mais toutes les professions n'étant pas représentées dans notre département par l'intermédiaire d'un mandat issu du territoire départemental, nous aurons tout intérêt à faire en sorte qu'ils et

elles soient porteurs des réflexions transverses à l'interprofessionnel.

Nous reviendrons plus longuement dans un prochain article sur le rôle de chaque délégué.

Le mandatement, un exercice de démocratie

pour désigner dans chaque secteur professionnel la ou le camarade qui représentera les syndicats de notre département au congrès.

Pour ce 52^{ème} congrès, notre département se voit attribuer 6 délégués. Ce nombre est calculé en rapport au nombre de syndiqués réparti entre les territoires et en essayant de varier les professions d'un congrès à l'autre.

La désignation des délégués est décidée à 2 niveaux, les UD et les FD, c'est ce que l'on appelle un Co mandatement. Celui-ci résulte d'un accord entre la profession et le territoire

Pour ce prochain congrès, la répartition des délégués pour l'Allier est de 5 actifs et 1 retraité.

Dans l'Allier, les délégué(e)s seront donc répartis comme suit : 1 délégué FAPT, 1 délégué métallurgie, 1 délégué chimie, 1 délégué santé, 1 délégué fonction publique territoriale, 1 délégué équipement (retraité).

Laurent Indrusiak



COMITÉS D'ENTREPRISE

**Le pouvoir
d'agir
ensemble sur
l'essentiel.**



**Ce qui est essentiel à la Macif,
c'est d'apporter une protection adaptée
à votre comité d'entreprise*.**

Depuis plus de 30 ans, la Macif est l'assureur privilégié des comités d'entreprise en France. Elle accompagne les élus dans leurs missions, leur propose une couverture spécifique pour leurs activités* et réserve des avantages aux salariés de leur entreprise**.

**Vous voulez en savoir plus, rendez-vous
en point d'accueil ou sur www.macif.fr**

Assurances
Banque
Santé
Essentiel pour moi



* Les garanties sont accordées dans les conditions et limites fixées au contrat MAS CE souscrit. Sous réserve d'acceptation du risque par l'assureur.
** Offres soumises à conditions, valables en 2018, réservées aux salariés bénéficiaires d'un comité d'entreprise ayant signé un Pacte CE en 2018.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4 rue de Pied de Fond 79000 Niort. Intermédiaire en opérations de banque et en services de paiement pour le compte exclusif de Socram Banque. N° ORIAS 13005670 (www.orias.fr).



A ta santé !

Christiane Micaud, Secrétaire Générale de l'Union Syndicale Départementale de la santé et de l'action sociale CGT de l'Allier nous précise en quoi le scrutin du 6 décembre prochain est crucial pour les professionnels de santé publique.

Des élections à hauts risques dont on imagine pas toujours les enjeux engagés pour le rayonnement de la CGT dans ce secteur professionnel communément appelé celui des « hospitaliers ».

Echo-Flash : Combien de salariés, établissements, candidats sont concernés par ces élections santé sur l'Allier ?

Christiane Micaud : Dans notre département 27 Etablissements et 8770 salariés sont concernés par le scrutin du Comité Technique d'Etablissement qui correspond au CE du privé mais avec peu, voire pas de prérogatives concernant les activités sociales.

24 scrutins concernent ces CTE et à l'intérieur d'un établissement, nous aurons aussi le Groupement de Coopération Sanitaire Blanchisserie Allier / Nièvre. 4 autres scrutins auront lieu uniquement sur sigles en conformité avec la réglementation puisque les établissements comportent moins de 50 salariés.

Nous devons donc présenter 314 candidats sur ce scrutin.

A cela s'ajoute celui des Commissions Administratives Paritaires Locales qui traitent de l'avancement, la notation, la titularisation et globalement la gestion des carrières des agents publics, pour lesquelles nous avons besoin de 374 candidats titulaires. Enfin, il y a également le scrutin des Commissions Administratives Paritaires Départementales pour lesquelles il nous faut 74 Candidats titulaires.

Si l'on additionne l'ensemble des scrutins, c'est donc un total de 762 candidat(e)s à trouver pour la CGT santé de l'Allier. C'est considérable et demande des efforts conséquents pour être re-

présenté envers toutes les catégories professionnelles.

EF : Quels sont les enjeux posés par ce scrutin ?

C.M : Bien sûr, comme pour chaque élection, il nous faut permettre aux salariés que leurs intérêts soient bien pris en compte et qu'ils soient défendus et accompagnés par des élus CGT bien formés.

Il y a encore beaucoup trop d'endroits où les agents titulaires (CDI) ou contractuels (CDD) n'ont pas la possibilité de voter CGT parce qu'elle n'est pas implantée. Nous avons donc besoin de renforcer notre présence car sans liste CGT pas de vote CGT !

Les élections du 6 décembre prochain vont contribuer à la représentativité de toute la CGT. Actuellement, nous sommes la 1ère organisation dans la Fonction Publique Hospitalière sur notre Département mais aussi sur le plan régional et national, ce qui rend notre présence incontournable dans les négociations avec les employeurs. Il faut savoir que le scrutin aux Comités Techniques d'Etablissements déterminera les sièges de chaque OS aux CHSCT dans les établissements. En ce qui concerne l'élection départementale, outre les avancements et carrières des agents des petits établissements, elle déterminera, pour tous, les représentants qui siégeront pour la reconnaissance des maladies professionnelles et accidents de services ou encore les défenseurs salariés dans les

conseils de disciplines. C'est également ce scrutin aux CAPD qui déterminera les droits syndicaux dévolus à chacun dans les établissements, le département et sur le plan national. Enfin, de ce scrutin, dépendent également les sièges des représentants de la CGT au sein des organismes régionaux de formation (ANFH) et, dans le domaine des activités sociales, au CGOS. Il est donc primordial de s'assurer du plein des voix CGT lors de ces élections.

EF : Concrètement quel plan de travail a engagé la CGT ?

C.M : Nous avons décidé de visiter l'ensemble des établissements concernés.

La première phase de notre campagne est de rechercher des candidats, et bien évidemment de renouveler notre présence là où nous sommes déjà implantés.

Notre point fort c'est notre maillage territorial, nos syndicats, nos UL car nous sommes convaincus que ces élections sont l'affaire de tous et que c'est tous ensemble que nous ferons gagner notre CGT. Nous nous appuyons donc sur cette proximité pour impulser des plans de déploiements autant en zone rurale qu'urbaine afin d'aller à la rencontre des salariés pour débattre de l'importance de ces élections et bien évidemment pour leur demander de s'engager sur nos listes.

Propos recueillis par J-P Pradel

Quand les retraités s'activent

Le 27 novembre prochain se tiendra la 10ème édition de la journée festive de notre Union Syndicale des Retraités de l'Allier.

Initialement prévue au mois de juin, les actions du printemps nous avaient contraint à reporter l'initiative à l'automne.

Tant mieux ! Du coup, la choucroute sera de rigueur. Pour les sportifs et amoureux de la nature, une randonnée est prévue dès 9h00. Pour tous les autres, les animations ne manqueront pas de vous faire passer un bon moment qui allie « festif et revendicatif ».

Venez nombreux, seul ou en famille.

Inscriptions auprès de l'USR CGT, 93 rue de Paris, 03000 MOULINS.

Jean-Pascal Pradel

GAMME INDIVIDUELLE - TNS - SALARIÉS - AGENTS TERRITORIAUX - IARD

Avec vous,
à chaque instant



• **Vichy**

30 bd. Gambetta
03207 Vichy Cedex
Tél. 04 70 31 41 18

• **Montluçon**

73 av. de la République
03100 Montluçon
Tél. 04 70 05 89 15

• **Moulins**

87 rue d'Allier
03000 Moulins
Tél. 04 70 46 22 57

• **Clermont-Ferrand**

16 rue Saint Genès
63000 Clermont-Ferrand
Tél. 04 73 16 13 12

La santé, **notre métier**
www.mutuale.fr

Mutuale
La Mutuelle Familiale
Section Auvergne